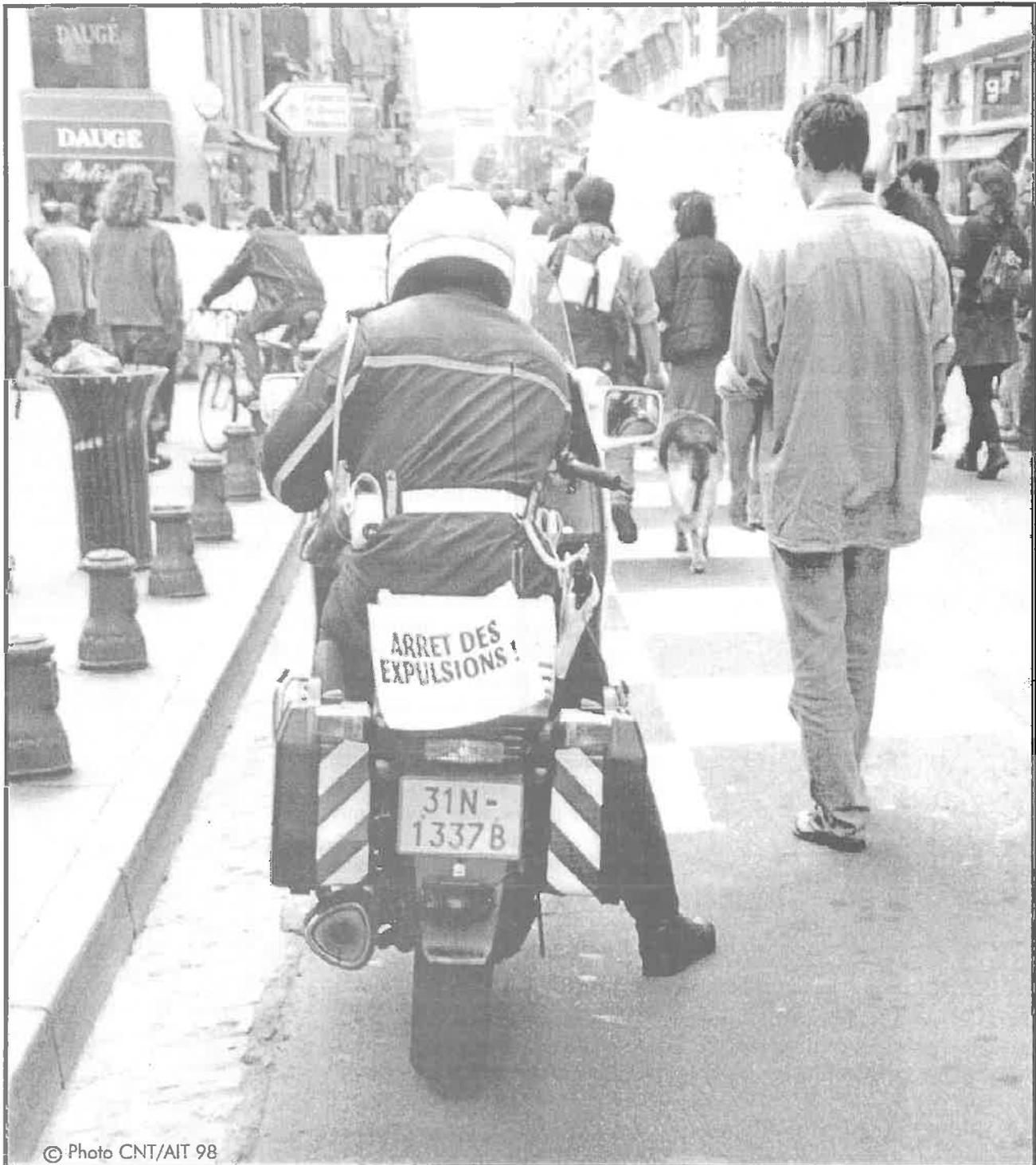


La lettre du C. D. E. S.
I.S.S.N. 1240-0009 C.R.P.A.P. 72171
BULLETIN DU RESEAU

Le COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
section de l'Association Internationale des Travailleurs

Numéro 52 Juillet-Aout 1998 10 francs



Le développement de l'intérim date des années 70, époque à laquelle on commence à assister à une instabilité de la demande qui devient nettement plus fluctuante du fait de la saturation des marchés.

L'environnement économique de nombreuses entreprises devient incertain. Cela va entraîner le développement de nouvelles formes de gestion de la production : le Juste à Temps et le Flux-tendu. Le Juste à Temps (*produire juste ce qu'il faut, juste quand il faut*) place le marché (le carnet de commande) au centre de la gestion de la production. Il permet ainsi une diminution importante des stocks tant à l'entrée (matières premières, pièces...) qu'à la sortie du processus de production (produits finis). Cela favorise la réalisation d'importantes économies de capital circulant. Le Flux-tendu, quant à lui, s'intègre à cette stratégie de Juste à Temps. Il vise, au sein du processus de production, à éliminer le maximum de "temps morts" non productifs et le maximum "d'en cours" (stocks de produits semi-finis en cours de fabrication dans les différents ateliers). En bref, il s'agit d'assurer une production fluide, continue à un haut niveau de productivité dans le cadre des impératifs du Juste à Temps.

Tout cela implique la nécessité d'une bonne réactivité des entreprises face aux fluctuations des commandes, face aux hausses et aux baisses temporaires d'activité. D'où le besoin pour les entreprises de pouvoir accroître ou diminuer, rapidement et facilement, leur volume de main d'oeuvre, sans pour autant nécessairement avoir à s'engager dans des embauches fermes en CDD ou CDI, du fait justement de la fluctuation accrue des marchés. L'intérim offre au patronat cette réserve de main d'oeuvre temporaire dont il est immédiatement possible de se délester une fois le "coup de bourre" productif terminé.

Avec le développement de l'intérim, c'est donc, du point de vue prolétarien, bel et bien, à un renforcement de la précarité des travailleurs et de la flexibilité du marché du travail que l'on assiste. Or le moins que l'on puisse dire, c'est que l'intérim se porte plutôt bien. En effet, 1994 et 1995 ont été de bonnes années pour la location de prolétaires (augmentation du nombre d'heures prestées aux entreprises utilisatrices). 1996 a connu une certaine stagnation de l'activité intérimaire qui s'est toutefois maintenue à un niveau confortable pour les Entreprises de Travail Temporaire (ETT). En 1997, l'intérim a suivi la légère reprise économique et est reparti à la hausse. Le nombre d'intérimaires a augmenté de 18% par rapport à 1996 (on estime à 400 000 personnes en moyenne le nombre d'intérimaires). Le chiffre d'affaire de la profession a augmenté, lui, de 21% (mais la marge bénéficiaire des ETT tend à se réduire du fait d'une concurrence accrue). Cette hausse de l'activité intérimaire a surtout été sensible dans l'industrie, l'agro-alimentaire et le tertiaire. Il est à noter que l'intérim, utilisé au départ dans les grandes entreprises, tend à être de plus en plus utilisé dans les PME-PMI. L'année 1998, d'après les deux organisations patronales du secteur, l'Union Nationale des Entreprises de Travail Temporaire et la PROMATT (qui vont d'ailleurs fusionner), offre de bonnes perspectives même s'il y a le risque d'un léger tassement de la demande d'intérimaires. Ce risque est lié au fait que la consolidation actuelle des carnets de commandes des entreprises, en entraînant un recul temporaire de l'incertitude

économique, va déboucher sur une augmentation des CDD.

Le marché de l'intérim est donc porteur, ce qui va continuer à alimenter le processus de concentration des ETT au niveau national et international. Sur le plan mondial, ce sont l'américain Manpower, le franco-suisse Adeco et le hollandais Védior (présent en France sous le nom de Védior-bis après le rachat de "Bis", le N° 3 français) qui tiennent le haut du pavé. Ils cherchent actuellement, en particulier, à se positionner sur les marchés espagnols et italiens qui sont ouverts en partie. En effet, harmonisation européenne oblige, l'intérim y a finalement été légalisé récemment (juin 1994 pour l'Espagne, fin 1997 pour l'Italie). Cette forme d'exploitation capitaliste qu'est l'intérim a donc malheureusement de beaux jours devant elle.

Les candidats à l'intérim ne manquent pas, vu le chômage structurel de masse qui touche la plupart des pays occidentaux, chômage qui pousse les travailleurs à accepter les formes d'emplois précaires.

Le rapport du Commissariat Général au Plan sur la place du chômage dans la société française, commandé par Juppé en avril 1996 et rendu au gouvernement en novembre 1997, fait état de près de 7 millions de personnes touchées par un sous-emploi chronique.

La question du partage du travail (réduction du temps de travail vers 30 heures) et des richesses (relèvements des bas salaires et création d'un revenu garanti au SMIC ou s'en rapprochant), ainsi que celle de la grève générale reste donc plus que jamais d'actualité.

Un adhérent de l'UL CNT/AIT de Caen.

EN DEHORS DE L'IMPRESSION
LE C.S. EST RÉDIGÉ ET RÉALISÉ À TITRE
MILITANT PAR DES ADHÉRENTS DE LA CNT,
CHÔMEURS OU SALARIÉS APRES LEUR
JOURNÉE DE TRAVAIL.

Le 7 juin dernier, une banderole "Qui sème la misère récolte la colère !" ornait la façade d'une maison de Baho, dans la périphérie de Perpignan. Pas de n'importe quelle maison : coincée entre la mairie et l'église, elle est ordinairement louée par Monsieur le Maire, justement, à Monsieur le Curé. Mais, en décembre dernier, en plein mouvement des chômeurs, c'est cette même maison qui a été réquisitionnée pour reloger Liliane, qui venait récemment d'être jetée à la rue. Ce relogement s'est fait à l'époque sous les projecteurs et les caméras, en présence de tous les partis, syndicats ou associations officiels et avec la bénédiction des autorités, puisque c'est le curé en personne qui ouvrit la porte à Liliane.

Liliane fait de la résistance

Ce 7 juin, changement de décor. Ni médias ni caméras. Pas de politiciens en mal d'électeurs. Pas de gauche poubelle. Pas de drapeaux tricolores. Juste une banderole rouge et noire qui barre la mairie "Halte aux expulsions". Et tout de même une cinquantaine de militants de base, venus des Collectifs chômeurs de Montpellier ou Perpignan, du Collectif "action justice sociale" de Limoux, et bien sûr des militants de la C.N.T. de Toulouse, Carcassonne ou Perpignan. A midi, quelques tables placées devant la maison permettent de partager ce que les uns et les autres ont apporté. Il n'y a plus de spectacle médiatique superficiel. On ressent une profonde fraternité, une solidarité dans la lutte. Au grès des discussions qui s'engagent, chacun raconte son expérience et ses luttes. Retenons celle de Liliane. Deux semaines après son installation, elle est assignée au tribunal par le maire et le curé, ceux-là même qui lui avaient ouvert la porte. Motif : occupation sans droits ni titres ! Liliane gagne cette première manche contre l'hypocrisie. Ensuite, la Préfecture lui propose de la reloger à 35 Km de là, dans un village sympathique mais enclavé, pour la couper de ses amis, de ses relations, de toute vie sociale, de toute activité. Elle

refuse, exigeant d'être relogée là où elle vit. Deuxième procès qu'elle perd. Entre temps, les partis et associations "de gauche" qui la soutenaient l'ont lâchée : trop autonome, trop rétive aux magouilles, trop rebelle face à la récupération. Et puis, les élections sont passées. Une chômeuse, dans un village, ça n'intéresse plus personne. Depuis, Liliane a trouvé à se reloger, mais la lutte continue. Impossible de rendre compte en quelques lignes de la richesse des débats et expériences.

Ce qui m'a le plus frappé dans cette histoire, c'est qu'elle est très représentative de la vie politique et sociale actuelle. D'un côté, il y a ceux qui privilégient l'événementiel, le médiatique, par clientélisme politique, syndical ou associatif. Hier, ils ont fait semblant d'être avec les chômeurs, avant hier avec les sans-papiers. Aujourd'hui, ils sont avec les chasseurs et demain ils seront avec les joueurs de cornet à piston si c'est bon pour ramasser des voix ou vendre des cartes. De l'autre, il y a des chômeurs, des salariés, des jeunes, des "exclus", des exploités en tous genres qui refusent la résignation, s'organisent et luttent pour leur dignité et leurs droits. En tant que militant de la C.N.T.-A.I.T., je me sens partie prenante dans ce mouvement social qui se dessine mais qui doit rejeter définitivement les alliances douteuses et se fédérer pour potentialiser sa puissance d'action et de réflexion.

Th²

Aire sur Adour

Petite ville des Landes de 5000 habitants, Aire sur Adour connaît aussi ses problèmes de logement et d'exploitation. Et cela commence à se voir et se savoir, depuis que les mal-logés se sont organisés en assemblée générale, et multiplient les actions. A Aire sur Adour, la situation est à l'image de la réalité sociale actuelle. D'un côté, du beau monde qui loue à prix ignobles des habitations vétustes, mal équipées, parfois en cours de délabrement. Et à qui ? A l'autre côté de leur belle France, à la misère ! Aux RMistes, aux CES, aux tziganes et aux familles les plus démunies. Mais les mal-logés d'Aire sur Adour ont décidé que cela suffisait, que c'en était trop ! Dans un tract appelant à un vaste rassemblement de soutien fin juin, ils ne mâchaient pas leurs mots (ni leurs maux) : "Les mal-logés révoltés (c'est ainsi qu'ils se nomment) se sont unis pour résister face à la toute puissance des propriétaires. (...) Nous exigeons que le droit au logement soit appliqué, que les communes réquisitionnent les logements vides, que les pouvoirs publics (...) ne laissent plus la gestion du parc locatif à des propriétaires privés. (...) Nous avons décidé de réagir en nous mobilisant et nous défendrons nos droits par la lutte sur le terrain social." La petite bourgeoisie commence à trouver la lutte un peu trop longue et ... bien trop voyante.

Tentative d'enlèvement des dossiers, menues concessions, intimidation policière, les élus et les propriétaires espéraient s'en tirer à bon compte. Mais les "mal-logés révoltés" ne désarment pas. Mieux, ils s'enhardissent et reçoivent un fort soutien dépassant maintenant les limites du canton. Loin des "coups de pub sans lendemain" et des "occupations aussi éphémères que médiatiques" du D.A.L., la lutte d'Aire sur Adour est celle des gens vivant loin des caméras parisiennes, dans la précarité et l'urgence du quotidien.





DEUX MOIS D'EMOI

COUPE DU MONDE ET CAMOUFLAGE DES PAUVRES

Il y a deux années de cela, ATD-Quart monde, une association caritative, voulait organiser la "Journée contre l'Exclusion", place du Capitole. La mairie avait refusé, argumentant que la place du Capitole était la place de tous les Toulousains et qu'elle ne pouvait servir pour des intérêts particuliers, aussi louables soient-ils. La Journée contre l'exclusion n'avait donc pas eu lieu sur cette place. Depuis, la place du Capitole a régulièrement servi pour organiser différentes opérations commerciales : journée de la *Chambre patronale des boulangers*, tournoi de tennis,... Avec la Coupe du monde, c'est encore plus le marché du temple. Il est vrai que ces jeunes gens, bien habillés et sportifs offrent une bien plus belle vitrine de Toulouse-la-high-tech, que des hordes de S.D.F. et autres exclus.

Le camouflage des pauvres semble d'ailleurs être le dernier sport à la mode dans la ville rose. En effet, le restaurant social qui permettait à des personnes aux revenus modestes (S.D.F., RMistes, chômeurs en fin de droits) de manger tout en brisant l'isolement, eh bien, ce restaurant social vient d'être fermé. Et pour quelle raison ? Je vous le donne en mille... à cause de la Coupe du monde ! Et pendant ce temps, que vont manger les exclus ? Des ballons de foot ?

MANIFESTANTS ANTIFASCISTES

Le 5 Mars, une manifestation contre la venue de LE PEN à Toulouse, regroupait environ 30.000 personnes. A la suite de cette manifestation 16 personnes se sont trouvées inculpées. Un Collectif de

soutien s'est mis en place, Collectif dont sont *paradoxalement* absents les organisateurs de la manifestation du 5 Mars... ce qui, soit dit en passant, en dit long sur leur sens de la responsabilité et de la solidarité.

Mardi 5 Mai, après deux mois de prison préventive, Yannick C. est enfin libéré, juste avant la manifestation organisée par le "Collectif de Soutien aux Inculpés du 5 Mars". De nombreux copains étaient présents à cette manif. La marche initialement prévue jusqu'à la Maison d'Arrêt s'est arrêtée devant le tribunal, puisque Yannick était libre. Mais restons vigilants : les procès des 16 inculpés - dont Yannick - auront lieu lors de la rentrée judiciaire. (Sept.-Oct.98).

MENACES SUR MYRIS

A Toulouse, dans le quartier Saint-Cyprien Patte d'Oie, l'Espace MYRIS est un lieu de création, de spectacles et de rencontres culturelles. Beaucoup de gens le connaissent, des centaines d'artistes l'ont utilisé comme outil de travail. Le rôle de cet espace est d'utilité publique. Depuis longtemps, une demande existe de la part des artistes pour trouver des locaux adéquats pour exercer leur art : création de décors de théâtre, ateliers d'arts plastiques, locaux de répétition, salle d'exercice pour les arts du cirque... Le nombre de projets qui y affluent prouve que la culture vivante n'est pas prise en compte par les pouvoirs

publics. Le 17 Juin l'Association Mix'art était convoquée au Tribunal (T.G.I.) de Toulouse. Un délai a été obtenu, mais le soutien de tous est nécessaire au Tribunal le jour où l'affaire y repassera.

MIX'ART tient une réunion hebdomadaire ouverte à tous le mardi à 18 h 30, grande salle, 66 ter av. Etienne Billières 31300 Toulouse - contact : 05.61.99.35.67 & 05.61.57.08.04.

SERNAM

Mercredi 13 Mai 1998, grève de la S.N.C.F. Même la SERNAM, un service calme jusqu'en 1994, connaît de nombreux mouvements... et ce sont souvent les ouvriers qui poussent les délégués syndicaux à lutter. Dernièrement, il y a eu 4 embauches de jeunes de moins de 25 ans à ... 4 heures par jour : cela permet de les "utiliser" temporairement, pour 4 heures de S.M.I.C. Qui est dupe ?

C'est de l'exploitation, on ne prend pas des vessies pour des lanternes, ni des promesses pour la vérité. La S.N.C.F. applique elle aussi les directives gouvernementales avec l'appui des appareils syndicaux classiques.



LA LETTRE DU CDES
MIDI-PYRENEES

J'ai, dans mes relations, un "sans-papiers". Il a reçu une lettre de refus de régularisation. Je décide de chercher les textes de loi mentionnant ce refus, et voici le chemin suivi à Toulouse :

1° - La Préfecture - L'accueil ne semble pas être une priorité... alors que, nous l'apprenons plus tard, la circulaire de M. Chevènement (24 Juin 1997) stipule : "Vous (c'est à dire les employés de la Préfecture) porterez une particulière attention aux conditions matérielles et morales dans lesquelles vous accueillerez les "demandeurs". Aucun texte ne nous est fourni, et on nous renvoie à la Bibliothèque municipale.

2° - La Bibliothèque municipale, Service des périodiques. On nous apprend bien aimablement que les Journaux Officiels contenant les lois et décrets doivent être à la Préfecture. Il n'y en a aucun ici.

3° - Les Archives départementales. Enfin nous avons accès aux textes de lois ! Gratuitement ... mais la copie est payante. Alors que certaines lois sont facilement trouvées (il suffit de savoir la date), d'autres, qui ont été modifiés (mais l'on ne sait pas quand) le sont bien moins.

4° - Pour compléter ces informations, nous passons au Conseil général, afin de savoir quand a été modifiée une ordonnance de 1945. Il faut consulter Codes et Lois, livre se trouvant au Service documentation (rue de la Charité).

De ces démarches, il faut retenir que, avoir accès à la loi, suppose :

- avoir du temps et être très disponible (il faut bon nombre d'heures pour cela)
- avoir la possibilité de se déplacer : Préfecture + Bibliothèque municipale + Archives départementales + Conseil général, et...

- avoir de l'argent : trajets + photocopies à 3 F l'unité ou à 5 F quand il s'agit des microfiches, seules disponibles pour les Journaux Officiels récents. Et comme toute la documentation nécessaire est fort volumineuse, cela fait au total une somme rondelette.

Quand bien même toutes les conditions requises seraient réunies,

nous ne sommes pas pour autant arrivés au bout de nos peines car souvent les Décrets, Lois,... sont incompréhensibles au commun des mortels : faut être juriste ou avocat pour y comprendre quelque chose !

Alors, nul n'est donc censé ignorer la loi ? On dirait pourtant que tout est fait pour que la majorité des gens n'y aient pas accès !

S.C.

A N A R C H O - SYNDICALISME ET TRAVAIL D'EDUCATION

A travers l'histoire du mouvement ouvrier et particulièrement les époques où l'anarcho-syndicalisme fut en pointe, le travail d'éducation et la pratique de la solidarité furent le lot quotidien des militants libertaires.

Aujourd'hui, alors que l'enseignement est généralisé et qu'il existe pléthore de structures pratiquant l'assistantat, on constate une augmentation de l'illettrisme, et les individus se disent de plus en plus isolés. Les causes de ce paradoxe sont multiples et déjà souvent répertoriées, nous ne nous y étendrons pas. Interrogeons-nous plutôt sur notre place face à ces nouveaux problèmes que sont la marginalisation et l'exclusion de milliers de nos concitoyens.

La pratique des ateliers d'écriture, la mise en place de lieux d'expression, de rencontres, et leur succès auprès d'individus considérés comme "incultes" ou "asociaux" par les institutions éducatives, doivent nous encourager à développer à notre tour des lieux de parole et d'échanges d'idées et de savoirs. Nous devons oser aller vers des populations avec lesquelles, nous autres, héritiers d'une tradition ouvriériste, nous n'avons pas l'habitude de travailler. Le monde des exclus et/ou de l'immigration, avec leurs règles et leurs cultures, nous désorientent souvent. Pourtant, il faudra bien imaginer quelle sera la composition de nos organisations dans cinquante ou cent ans, si elles existent encore.

Nous avons plus à nous impliquer dans la vie de nos quartiers qu'à suivre les grandes messes, même prétendues anti-fascistes, qui ne servent que de tremplins à quelques arrivistes, et dans lesquelles nous avons plus à perdre qu'à gagner. Notre histoire récente nous l'a encore prouvé.

Entre le vieil entrisme des politicards et l'abandon de nos cités aux fascistes, il y a la place pour les révolutionnaires sincères que nous sommes. L'exemple de notre travail militant de proximité, tout à fait compatible avec le projet d'une société plus libre, plus égalitaire, plus solidaire, sera notre meilleure propagande.

H.C. Juin 98.

Petit avis sur le sport et le Mondial.

(Dans notre précédent numéro, nous avons publié un article contre le Mondial : "Coupe du monde = fric immonde". Voici l'opinion sur ce point d'une lectrice)

Moi, le Mondial, je m'en fous. C'est toujours le système " des jeux, du cirque ", et endormir les consciences. Cependant j'ai pris la position suivante : qu'est-ce que 5, 10, 50 ou même 100 morts sur un stade (ou autour) par rapport à une belle guerre ou guérilla moderne ?

Donc je préfère que les gens se passionnent pour un ballon, une équipe de 15 bonshommes (plus rarement de 15 bonnes femmes, c'est moins coté) en tenue folklorique bariolée du nom de leurs sponsors sur un stade, que pour une rectification de frontières ou une question de religion ! Alors, vive le sport même s'il n'est que poudre aux yeux, qu'oubli du quotidien.

Oui, tout cela fait tourner notre "beau système" capitaliste. Et c'est comme si on dansait sur une poudrière ? si on faisait la fête avant que le volcan n'explose - le volcan de la révolution sociale, anarcho-syndicaliste ? Mais je le répète : plutôt quelques morts dans ou autour du stade que n'importe quelle petite guerre...

N.B.

Leur lutte, les sans-papiers l'ont construite. Ils l'ont menée avec courage et détermination, obligeant le pouvoir à les prendre en considération. Mais ils ont eu besoin -ou ils ont cru avoir besoin- des sempiternelles organisations de la gauche plurielle et de ses appendices pour les soutenir. Avec l'arrivée au pouvoir de la clique Jospin/Chevènement, tous ces "soutiens" liés directement ou indirectement au gouvernement se retournent sournoisement contre eux : ils cherchent à neutraliser les sans-papiers en les divisant, en cassant leur organisation, en excluant les militants les plus actifs, en soulevant sans fin des problèmes de procédure ... Tout est bon pour faire oublier le mot d'ordre "des papiers pour tous" et pour faciliter la politique d'expulsion conduite par le gouvernement. Dans ces conditions, nous avons jugé utile de publier de larges extraits du témoignage de deux militants de la première heure.

Rédaction C.S.

Le 20 juillet 1996, nous avons tous salué la naissance de la Coordination Nationale des Sans-Papiers. Grâce à l'irruption des sans-papiers de Saint-Ambroise sur le devant de la scène, la question des sans-papiers était posée, et d'autres collectifs, suivant leur exemple, commençaient à s'organiser un peu partout. Il nous fallait alors œuvrer en vue de l'élargissement du rapport de forces en essayant de réunir dans une structure nationale tous ceux qui se mobilisaient à travers la France.

SANS-PAPIERS: AUTONOMES OU SOUS CONTROLE ?

Face aux tâches d'organisation qui nous attendaient, il nous est vite apparu indispensable de doter la coordination d'un secrétariat capable de coordonner et d'organiser la lutte au plan national. Dès la constitution du premier secrétariat national, la question de l'autonomie des sans-papiers s'est posée, lorsque certains soutiens ont manifesté leur volonté de faire partie du secrétariat en vue de contrôler la situation, ce que nous avons refusé.

Ceux parmi les soutiens qui prônaient alors une direction mixte à l'instar de ce qui se passait dans la plupart des collectifs ont alors tout fait pour bloquer la constitution d'un secrétariat autonome. Le compromis était une assemblée générale mensuelle où certains collectifs avaient une représentation mixte et un secrétariat national composé uniquement de sans-papiers. Ce compromis, qui essayait de sauvegarder une certaine autonomie

aux sans-papiers tout en accordant aux soutiens une tribune de libre expression à l'assemblée générale, se heurta à la résistance de ceux qui considéraient à tort qu'on les écartait de la lutte. (...)

Cette volonté de contrôle a abouti au constat suivant : même si quelques délégués sans-papiers ont émergé dans certains collectifs, ils ont rapidement été mis à l'écart à partir du moment où ils ont manifesté un besoin d'autonomie. Aujourd'hui encore, dans certains collectifs, l'expression des sans-papiers est étouffée par un mode de fonctionnement qui leur confisque la parole et dévoie leur décision autonome. En agissant ainsi, ces soutiens isolaient par-là même le secrétariat, qui, faute de militants sans-papiers et vu la lourdeur de la tâche à réaliser, ne pouvait assumer pleinement toutes les tâches avec un minimum de moyens logistiques ou humains, et justifiait de la sorte la critique selon laquelle le secrétariat ne peut fonctionner correctement avec des sans-papiers uniquement. (...)

D'où les assauts de plus en plus fréquents contre le secrétariat qui devient la bête à abattre (...); d'où le piétinement observé depuis la manifestation du premier novembre, puisque inlassablement revenait à l'ordre du jour de toutes les A.G. de la coordination les "problèmes de fonctionnement du secrétariat", qui monopolisaient ainsi l'essentiel de ces réunions et privaient d'autant le mouvement d'une réflexion approfondie sur la stratégie et les moyens nécessaires à mettre en

œuvre face à un compromis de plus en plus clair quant à ses objectifs.

Les problèmes qui ont abouti à la crise actuelle trouvent leur origine dans les difficultés qu'a rencontré le mouvement des sans-papiers à gérer l'arrivée de la gauche au pouvoir. Ces difficultés sont d'ailleurs partagées par l'ensemble des mouvements sociaux. (...)

Les tentatives sont nombreuses de contrôler les mouvements et de trouver des pompes pour faire baisser la tension et ainsi casser la dynamique en divisant les mouvements. (...)

LA CIRCULAIRE CHEVENEMENT UNE ARME DE DIVISION

Pourtant, le constat était là, amer : la gauche, en refusant de mettre en question la législation antérieure, se situe dans la continuité politique mise en œuvre par la droite par rapport à l'immigration. Ainsi, la circulaire Chevènement, en

(suite au verso)

QUI SONT LES SANS PAPIERS ?

Dans cette brochure, des femmes, des hommes, souvent en France depuis des années racontent leur histoire, et leurs espoirs. Ils veulent continuer à vivre là où ils sont, comme tout le monde, tout simplement. Quelques extraits de tracts ou d'articles de presse de la C.N.T.-A.I.T. complètent cette brochure dont les bénéfices sont versés aux sans-papiers.

A commander à la C.N.T.-A.I.T. de Toulouse. 10 francs.

C'était à la fin du mois d'avril dernier. Nous préparions activement le Premier mai. Quelle fut notre surprise de trouver sur le répondeur du local trois messages forts insistants. Une journaliste anglaise - appelons la Kate - cherche à entrer en contact avec nous. Elle travaille pour une chaîne de télé anglaise, genre Canal + pour le style, et elle souhaite faire un reportage sur les actions anti Mac Do en France. Elle a lu dans différents journaux militants (Silence, ACC) que l'Union Locale de Toulouse de la CNT-AIT coordonne plus ou moins tout cela. Elle désirerait donc nous rencontrer. Lors de la réunion hebdomadaire, les militants ne sont pas pris au dépourvu. ce genre de scénario nous arrive parfois et le sujet à déjà largement été débattu. Un compagnon est donc mandaté pour expliquer à Kate notre position vis-à-vis des médias : ni show-bizz, ni vedettariat. Par contre, si elle le souhaite, nous pouvons lui envoyer des tracts et des comptes-rendus, qui sont des textes collectifs issus de la réflexion, du débat et de l'action de l'ensemble des militants. Le dit compagnon téléphone donc à Londres, à la boîte de production de Kate. Celle-ci ne lui laisse pas le temps d'en placer une. Elle lui explique que ce serait "super cool" de faire un reportage télé, qu'elle et son équipe sont prêts à faire l'aller-retour -depuis Londres !- dans la journée pour filmer une action anti Mac Do. Elle demande d'ailleurs quand est prévue la prochaine, sachant que le reportage est programmé pour la fin mai.

Le compagnon explique calmement que la journée internationale étant en octobre, rien n'est annoncé dans l'immédiat. Mais la journaliste insiste. Elle verrait bien un rassemblement devant Mac Do, avec des militants qui distribueraient des produits du terroir aux passants... Le compagnon, avec un flegme, pour la circonstance, tout britannique, lui fait remarquer que nous n'avons pas

pour habitude d'organiser des manifestations pour les journalistes ou pour la télé... Mais Kate persiste. Elle a déjà pris contact avec les jeunes Verts qui, selon elle, seraient prêts à monter un coup, et ce serait bien si nous aussi, avec eux,... Le compagnon, toujours zen, lui explique que la CNT n'est pas une entreprise de spectacle, mais une organisation anarcho-syndicaliste. La discussion s'achève ici.

De la répétition de ce genre d'historiette, nous pourrions tirer la morale suivante : critiquer l'intoxication et la manipulation médiatique est une chose. Encore faut-il savoir ne pas se précipiter dès que les caméras sont allumées. C'est là un bien étrange paradoxe moderne : le véritable exploit n'est pas tant d'être constamment sous le feu des projecteurs que de réussir à les éviter !

Mas

Drogue : bientôt la fin d'un prétexte?

Le bout de chichon dans la chaussette et le flic qui tourne, la course à la dope et le flic qui lorgne, la poudre dans les chiottes et le flic qui fouille. Bientôt fini tout cela ? Peut être ! En tous cas, ça bouge ! Les toubibs se mouillent enfin à l'heure où le filon sécuritaire anti-drogues s'épuise. "La drogue / les jeunes / le Sida / la violence", ça suffisait presque en temps de paix sociale à justifier les flics, les lois spéciales, la surveillance, les écoutes, le chantage, le tir du lapin sans sommation ! Pour la santé des enfants, pour la sécurité des grands parents, et la tranquillité des parents, les flics font la ronde au nom de la santé et de l'ordre public. Hélas, les médecins, après 20 ans de silencieuses et fulmineuses recherches viennent de rappeler une évidence : l'alcool et le tabac sont plus dangereux que la ganja. "Mais alors...dans mon joint...la drogue

dure...c'est pas le beuh, c'est le tabac. Dépendance forte qu'ils disent les toubibs ! Au secours ! Trouvez moi un tabac-méthadone pour mélanger à mon herbe, ou je vais devenir drogué comme mon père qui boit du rouge et fume ...du tabac brun ! "

Plus grave encore ! D'après le rapport des experts, beaucoup d'héroïnomanes finissent...alcooliques ! Avec ça, les dernières hypocrisies hygiénistes du discours anti-drogue tombent à plat. Le choix, ce n'est pas entre drogue douce et drogue dure, c'est entre drogues illicites et drogues d'état; drogues chassées et drogues taxées ! Chirac a beau vociférer sur la scène internationale que SA France pourfendra le dealer jusqu'au plus profond des vignes hexagonales, tout le monde ou presque n'y croit plus ! Les parents n'ont plus peur que leur gosse fume. Non, ils ont peur qu'il se fasse serrer par les keufs. Si le discours anti-drogue s'effondre, alors il faudra se poser la question : Quelle sera la prochaine mission confiée à la police ? le prochain "fléau social" car ce dont l'état a besoin ce n'est pas des principes pour légitimer sa police. Des prétextes lui suffisent ! comme la "drogue" !

J.C. Tarpé.(A.O.C. Jamaïque).

ARLETTE DANS GALA



Savions bien, qu'un
Jour elle serait reconnue ...

Прямое Действие

INTERNATIONAL

Газета
Конфедерации
Революционных
Анархо-
Синдикалистов



№ 11 1998

Секции
Международной
Ассоциации
Тружущихся

Russie : Le N° 11 d'"Action Directe", le journal du C.R.A.S., section russe de l'A.I.T., consacre un article aux luttes non médiatisées et pourtant quotidiennes des salariés qui ne sont plus payés depuis des mois en Ukraine. Dans la région de Kalouch, ce sont les retraités qui descendent dans la rue et bloquent l'autoroute pour réclamer le versement de leur retraite. Et dans l'usine "Pétromach", les ouvriers débrayent, lancent des appels à la désobéissance, et affichent des textes signés "Conseil Révolutionnaire Anarcho-Communiste" de Kalouch.

Le C.C.N. de la C.N.T.-A.I.T. a décidé d'apporter un appui supplémentaire à la section russe de l'A.I.T. Les dons peuvent être adressés au Bureau : C.N.T.-A.I.T. (BC), B.P. 2010, 14019 CAEN Cédex 6.

Italie : La chasse à l'anar est ouverte en Italie. Ainsi, à Turin, le 06/03/98, dans le cadre d'une opération de police contre des militants s'opposant à l'installation d'une ligne ferroviaire à grande vitesse, les flics perquisitionnent trois "maisons occupées" (lieux squattés refusant de signer un contrat avec l'état), y trouvent un fumigène, et embarquent trois personnes : Edoardo Massari, Silvano Pelissero, et Maria Soledad Rosas. Ils sont inculpés d'association de malfaiteurs dans un but terroriste. Quinze jours plus tard, Edoardo est retrouvé pendu dans sa cellule. Silvano et Sole commencent alors une grève de la faim, et huit jours plus tard, une manifestation, organisée par douze "Centres Sociaux" (structures autogérées) réunit plus de 6000 personnes.

Pour plus d'informations : (<http://www.ecn.org/zero/cda>). A Milan, c'est Patrizia Maria Grazia Cadeddu, militante connue depuis plus de vingt ans pour son engagement dans les maisons occupées, qui est arrêtée le 22 juin 97, et accusée d'être une dangereuse terroriste, à la suite de l'explosion d'une bombe devant la mairie le 25 avril. Aucune preuve contre elle, juste une silhouette féminine avec de longs cheveux visionnée par la caméra de surveillance. Mais le "Laboratoire Anarchiste", maison occupée où vivait Patrizia, est visité par les flics, et les 7 résidents sont expulsés. La presse se déchaîne et présente Patrizia comme "l'anarchiste, la terroriste Sarde,...". Le

8 juin, Patrizia a été condamnée à 5 ans de prison fermes. Petite précision : un clochard affirme que peu avant l'explosion, 5 policiers ont fait dégager les clochards de la place de la mairie. Ainsi, l'explosion n'a fait aucun blessé...

Algérie : En Algérie, dans cette sale guerre qui ne veut pas dire son nom, il y a des rumeurs qui courent. Et la rumeur, c'est aussi une stratégie de guerre. Mais toutes les rumeurs n'ont pas la même destinée. Certaines sont amplifiées, médiatisées et d'autres passées sous silence, transmises seulement de bouche à oreille entre copains, entre gens de quartiers, lorsqu'on se connaît, lorsqu'on est presque sûr... Il en est justement une qui m'est parvenue par des copains algériens de passage en France.

Ca se passe à la Casbah, haut lieu de combat pendant la guerre de libération. Son architecture lui confère certaines particularités. Si on n'est pas du coin, on s'y perd dans ses ruelles en labyrinthes. Mais si on est du coin, et si la population vous soutient, alors la casbah offre mille possibilités de se planquer et de disparaître par les terrasses, si jamais on est poursuivi. Fief islamiste ayant voté majoritairement FIS lors des fameuses législatives de 1992, le quartier est sous haute surveillance militaire et policière depuis 94. La zone est quadrillée 24 heures sur 24, et les habitants sont systématiquement contrôlés et fouillés à l'entrée et à la

sortie. Pourtant, les islamistes et leurs branches armées sont restés dans la casbah, de plus en plus actifs. Les attentats à la bombe contre les commissariats, les assassinats de flics, les sabotages... étaient monnaie courante. Les quadrillages et les opérations de police n'avaient que peu d'impact sur l'activité des islamistes. Et là, justement, mes copains me racontent -ce qu'on n'entend jamais par ailleurs- qu'à la casbah, comme dans beaucoup d'autres coins "chauds" (Ben talha, Shaoula, Blida, Médéa...) les islamistes oeuvraient avec la complicité de la population. Les gens s'organisaient en assemblées générales, constituées aussi bien de la population civile que des intégristes. On y décidait collectivement des actions à mener...

Mais depuis 1996, la situation a changé. L'armée a réussi à "nettoyer" le quartier, alors qu'elle en était incapable entre 94 et 95. Le nombre d'attentats et de meurtres dans la casbah a considérablement chuté. Il y a bien sûr, la mise en place d'un système de lutte contre la guérilla urbaine de plus en plus perfectionné, ayant pour objectif d'éradiquer les intégristes, mais aussi de terroriser la population entière et l'obliger par la peur à changer de camp. Mais, une des raisons que mes amis avancent, et qui leur semble tout à fait essentielle, serait que la population s'est désolidarisée du mouvement intégriste, à partir du moment où ce dernier n'a plus respecté les décisions prises en A.G., concernant notamment le rejet des assassinats de civils et de commerçants qui refusaient de se faire racketter (dont une famille entière de Mozabites)... Tant qu'il s'agissait de porter atteinte à l'appareil de l'état et à ses représentants, la population était solidaire; elle n'a pas accepté que la branche dure du F.I.S. fasse passer ses propres "valeurs", sa propre logique avant la sienne. Ce n'est peut-être qu'une rumeur comme les autres, c'est possible. Mais de celles qui sont tues. Elles ne sont pas dans l'ordre des choses dans un pays où les militaires font régner leur conception très particulière de la démocratie. Et pourtant, elle pourrait bien être éclairante sur les relations (réelles ou supposés) des algériens avec les intégristes, puisqu'elle casserait la légende entretenue par certains médias d'un "peuple d'intégristes".